

DEMOGAZETTE

LA POLITIQUE DE LA CHINE EN MATIÈRE DE
PROTECTION DE LA FORÊT



Forum mondial
de la
démocratie



Sciences Po Strasbourg

École de l'Université de Strasbourg

CARLA SOETOPO
TAMARA USPENSKIKH

EDITION 3 - FEVRIER 2020



La Chine a déjà connu la déforestation depuis des siècles puisque c'était un moyen pour la Chine d'établir des terres agricoles permettant de nourrir la population croissante et de propulser le développement économique. Cependant, la déforestation pose des problèmes environnementaux. Par exemple, dans certaines régions de la Chine, la désertification a été une conséquence majeure de cette déforestation, ce qui menace par la suite la biodiversité. Par conséquent, la volonté de la Chine de s'engager en tant que leader mondial du climat doit être complétée par des politiques ambitieuses de conservation des forêts.

GRAIN FOR GREEN

Depuis 1999, la Chine a restauré des paysages forestiers sur plus de 28 millions d'hectares de terres agricoles et de terres classées stériles ou dégradées. Lorsque les efforts mondiaux se sont concentrés au Défi de Bonn lancé en 2011 par l'Union internationale pour la conservation de la nature ayant pour but de restaurer 150 millions d'hectares de terres déboisées et dégradées d'ici 2020 et 350 millions d'hectares d'ici 2030 comme moyen de lutter contre le changement climatique, la communauté internationale s'est tournée vers la Chine pour tirer des leçons sur la façon d'y parvenir. L'un des principaux moteurs du succès de la Chine a été le « Programme de conversion des terres cultivées en forêts », également connu sous le nom de « Grain for Green ». Ce programme est appelé à payer les agriculteurs pour qu'ils plantent des arbres sur leurs terres et à fournir des terres dégradées aux familles rurales pour qu'elles puissent les restaurer. Ce programme a jusqu'à présent coûté plus de 40 milliards de dollars, y compris des paiements directs à plus de 32 millions de ménages ruraux. Les estimations de 2017 ont montré que le programme « Grain for Green » a déjà affecté la vie de 124 millions de personnes.



LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ILLÉGALE

La Chine est le plus grand importateur et consommateur de produits du bois. Ses importations de produits forestiers, comme les grumes de bois et les papiers, ont presque doublé en volume au cours de la dernière décennie où la consommation de ces produits sur le marché intérieur a considérablement augmenté ces dernières années. En même temps, la Chine est aussi un exportateur important de produits du bois dans le monde. Par conséquent, la Chine a adopté un engagement fort pour lutter contre l'exploitation forestière illégale. Par exemple, dans les accords bilatéraux faits avec d'autres Etats, la Chine essaie de faire entrer quelques mesures liées à la vérification de la légalité du bois en encourageant surtout le secteur privé de se conformer aux réglementations de légalité dans les marchés. De plus, le 28 décembre 2019, le Comité permanent du Congrès national du peuple chinois a révisé la loi forestière du pays, où, pour la première fois, ce comité a inclus un langage interdisant aux entreprises et aux investisseurs chinois de réaliser des activités liées au trafic de bois illégal. C'est alors les premières modifications apportées à la loi forestière chinoise depuis plus de vingt ans, et si elles sont effectivement mises en œuvre, les nouvelles règles pourraient stimuler les efforts internationaux visant à freiner la vente de bois récoltées illégalement, dont la valeur a été estimée à 150 milliards de dollars par an. Ainsi, les défenseurs de l'environnement affirment que ce changement est important et espèrent qu'il s'agisse d'un signal indiquant que la Chine est prête à réprimer le commerce illégal de l'exploitation forestière.





Les plans de construction de la Grande Muraille Verte sur la carte. Source; Environnement et Energie.

GRANDE MURAILLE VERTE

Par ailleurs, la Chine a adopté un plan connu sous le nom de Grande Muraille Verte. Il s'agit d'un réseau de 4 500 km de forêt conçu pour arrêter les sables provenant surtout du désert de Gobi, le plus grand désert de l'Asie. Les experts du ministère forestier chinois pensent que les arbres peuvent servir en tant que brise-vent et stopper l'avancée du désert. Ils ont prédit que cet effort mettra fin à l'expansion de la nouvelle désertification causée par des facteurs humains d'ici une décennie et ils ont estimé, d'ici 2050, qu'une grande partie des terres arides pourra être restaurée dans un état productif et durable. Probablement le plus grand projet de plantation d'arbres dans l'histoire de l'humanité, la Grande Muraille appelle à planter plus de 3,5 millions d'hectares de forêt pour un coût pouvant atteindre 8 milliards de dollars.

Le projet de la Grande Muraille Verte, qui a débuté en 2002 en tant que quatrième phase d'un programme de reboisement national lancé en 1978, consiste d'un plan à deux volets. D'un côté, le gouvernement va utiliser l'ensemencement aérien pour couvrir les sols les moins arides, et de l'autre côté, le gouvernement va payer les agriculteurs pour planter des arbres et des arbustes dans les zones qui nécessitent une attention particulière. Un système de surveillance de 1,2 milliard de dollars, composé de bases de données cartographiques et de surveillance des terres, est également mis en place. Les résultats ont jusqu'à présent été satisfaisants, car des milliers d'acres de dunes en mouvement ont été stabilisés et la fréquence des tempêtes de sable dans tout le pays a diminué de 20% entre 2009 et 2014.



Arbres abattus pour exportation vers la Chine dans une entreprise chinoise de bois, Beira Corridor, Mozambique. Source : IIED

LA FORÊT AU SERVICE DES GRANDES AMBITIONS

Cependant, comme nous l'avons mentionné dans notre première démo gazette portant sur la politique climatique de la Chine, le gouvernement chinois voit la forêt, ayant une forte capacité d'absorption d'émissions, comme un des moyens pour parvenir à son objectif ambitieux de neutralité carbone. Dans ce sens, les grands projets de Pékin, notamment celui de planter des milliards d'arbres, servent également aux intérêts du Parti communiste chinois en lui permettant de poursuivre son développement rapide sur la base de modèle économique traditionnel d'énergies polluantes. Néanmoins, quoiqu'ils soient les buts auxquels sert la plantation massive d'arbres en Chine, cette politique a tout de même ses conséquences positives sur la qualité de l'air et de vie des citoyens chinois.

Pourtant, ce n'est pas le cas avec la réalisation de l'autre objectif ambitieux de la Chine, celui de l'Initiative route et ceinture (BRI). L'utilisation des forêts dans son cadre ne représente que des conséquences négatives. La BRI étant une initiative d'infrastructure au sens large, variant de construction de routes jusqu'à la construction de capacités d'industrie, sous-entend l'utilisation des terres, ce qui dans le cadre de la BRI passe souvent par la déforestation de la zone de construction des projets de l'initiative. Par exemple, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) démontre le cas du Cameroun où, suite à la mise en place de projets dans le cadre de la BRI, la forêt du pays est gravement touchée et dégradée dans de nombreuses régions. Le processus de déforestation, à part d'être nocif pour la politique environnementale globale, implique également la dégradation de biodiversité dans les zones touchées, ainsi que le déplacement de communautés autochtones. Compte tenu du nombre de pays participant à l'initiative BRI, qui dépasse déjà 120 pays, les conséquences de ce processus risquent d'être drastiques.

Depuis 20 ans, le gouvernement chinois prend des mesures spéciales afin de limiter strictement la déforestation industrielle au sein du pays. Cependant, le manque de telles restrictions dans les autres pays va au profit de la Chine. Ainsi, pour répondre à sa demande croissante de bois, la Chine se tourne vers d'autres pays, principalement vers son voisin le plus proche qui possède beaucoup de forêts n'étant pas fortement protégé par la législation. Il s'agit de la Russie. Dépendant de la vente de ressources naturelles et peu disposée à gâcher ses relations avec la Chine, la Russie vend des droits de coupe à des entreprises chinoises à un prix très bas et ferme également les yeux sur le fait que ces entreprises coupent plus de forêts qu'elles ne le devraient. Cependant, il s'agit de zones forestières uniques de la taïga des régions de Sibérie et d'Extrême-Orient russe. En 2017, la Chine a exporté près de 200 millions de mètres cubes de bois de Russie. Selon le directeur du programme forestier du Fonds mondial pour la nature (WWF) en Russie, une telle déforestation colossale détruit les derniers vestiges des forêts vierges de ces régions.



RESTRICTION INTERNES, EXPLOITATION EXTERNE



Pourtant, la situation est également critique dans d'autres pays et régions de la planète. Par exemple, aux Îles Salomon, le rythme actuel de l'exploitation forestière par les entreprises chinoises pourrait épuiser la forêt tropicale jadis vierge d'ici 2036, selon le groupe environnemental Global Witness. En Indonésie, des militants écologistes ont averti que l'exploitation forestière illégale menée avec la participation des entreprises chinoises menace l'un des derniers habitats des orangs-outans de l'île de Bornéo.

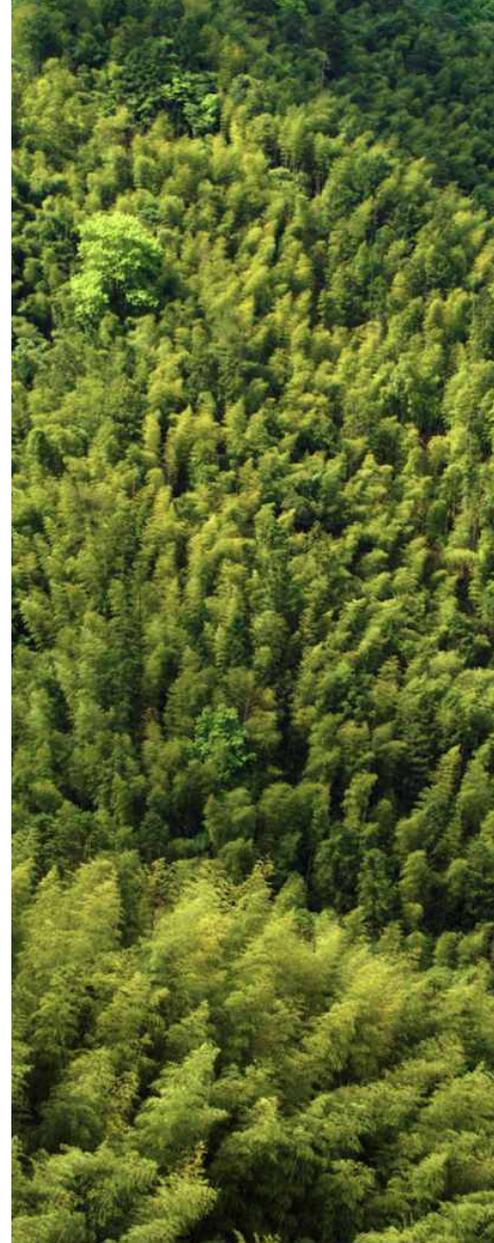
Les éco-activistes indiquent donc que la Chine a simplement déplacé l'exploitation forestière excessive, avec toutes ses conséquences néfastes, de son pays vers l'étranger. Certains experts préviennent que l'ampleur de l'exploitation forestière d'aujourd'hui pourrait détruire les dernières forêts vierges de la planète, contribuant davantage au réchauffement climatique.



LA CONCLUSION GENERALE

Notre série de démogazettes portant sur la politique chinoise en matière d'environnement touche à sa fin. Ceci était fait dans le cadre du projet visant à comprendre le rapport entre la démocratie et l'environnement sur l'exemple de la Chine. Dans notre vidéo introductive au projet nous avons exposé les situations politique et environnementale actuelles en Chine. À l'issue des trois démogazettes couvrant trois principaux axes de la politique globale dans le domaine de l'environnement - climat, biodiversité, déforestation - nous avons pu étudier et présenter la politique verte menée par la Chine, ainsi que nous avons observé les grandes intentions chinoises à devenir leader global de la politique environnementale. Comme nous l'avons démontré, afin d'y arriver, le gouvernement central se met de grands objectifs tels que la neutralité carbone vers 2060, la création d'une « civilisation écologique » mondiale ou encore la plantation de milliards d'arbres. Cependant, ces objectifs, bien qu'il y ait des actions concrètes pour leur réalisation, se heurtent aux autres grandes ambitions chinoises mais déjà en matière économique telles que l'Initiative route et ceinture ou la poursuite continue du développement économique. Dans le cadre de ces dernières ambitions, comme nous l'avons pu constater, les démarches dans la lignée de la politique verte sont aplanies ou réduites à zéro, surtout lorsqu'il s'agit de la politique du gouvernement chinois en dehors de son pays.

Par ailleurs, la voix des citoyens chinois étant très restreinte, de la même manière que la marge d'activité pour les associations, ONG et autres acteurs non-gouvernementaux, toute élaboration, mise en place et surveillance d'exécution des politiques en matière d'environnement en Chine sont faites au niveau gouvernemental. Probablement, si la situation avec la démocratie en Chine était inversée et la participation citoyenne dans la politique environnementale était plus forte dans le pays, le dessous des grandes intentions chinoises serait moins désagréable, ainsi que ses aspirations au leadership mondial environnemental seraient plus chaleureusement accueillies par le reste de la communauté internationale.



REMERCIEMENTS

Nous remercions les organisateurs du Forum mondial de la démocratie de nous avoir accordé la chance de participer à cette neuvième édition du Forum. Nous remercions également la responsable de notre parcours Négociations et Expertises internationales de Sciences Po Strasbourg, Madame Marion Aballéa, de nous avoir présenté cette opportunité. Nous sommes ravies de contribuer aux débats de cette année et aspirons à de nouvelles collaborations.

Carla SOETOPO et Tamara USPENSKIKH, étudiantes en master 2 relations internationales de Sciences Po Strasbourg



SOURCES

DAYNE Suzanna (2017). "Grain for green": How China is swapping farmland for forest. Forest News.

LI Bo (2018). 2 Ways for China to Play a Bigger Role in Protecting Global Forest. World Resources Institute.

MAYERS James. (2019). China's investments, Africa's forests: from raw deals to mutual gains? International Institute for Environment and Development (IIED).

MOGABAY (2020). China's revised forest law could boost efforts to fight illegal logging. Earth.org.

RATLIFF Evan (2003). The Green Wall of China. Wired.

SPIEGEL Ellen Jan. (2020). The potential climate consequences of China's Belt and Roads Initiative. Yale Climate connections.

ТАЙГА.16 [TAÏGA.16]. (2019). The New York Times: Китай сохраняет свои леса, вырубая Сибирь [The New York Times: la Chine préserve ses forêts en coupant la Sibérie].